

la carte blanche

Un collectif de signataires (*)

Nous sommes tous des Grecs allemands

Michel Rocard, Pierre Larrouturou, Philippe Maystadt et Miguel Angel Moratinos plaident pour une restructuration de la dette grecque et une refonte de l'Europe.

D'abord, un lâche soulagement : l'Europe était passée si près de la catastrophe que nous ne voulions pas regarder le détail de l'accord. Le pire avait été évité : la Grèce n'était pas expulsée et la zone euro n'avait pas explosé. L'essentiel était sauf. En apparence en tout cas.

Mais à quel prix ? Comment ne pas partager les inquiétudes du *Spiegel* qui voit dans cet accord « *un catalogue de cruautés* » imposées à la Grèce et « *un recul pour l'Europe* » ? Comment ne pas comprendre la colère de ces milliers de Grecs qui ont l'impression que leur vote a été bafoué ?

Alors que les deux premiers Plans d'aide à la Grèce, adoptés eux aussi « à l'unanimité », ont provoqué la chute de 25 % de l'activité du pays et fait flamber chômage et pauvreté sans jamais diminuer le ratio dette/PIB, qui peut croire que ce troisième Plan va sortir la Grèce de la crise ?

Comment fermer les yeux sur les souffrances du peuple grec quand on voit ces retraités dont les revenus ont baissé de 30 ou 40 % et qui tentent d'aider enfants et petits-enfants alors qu'eux-mêmes n'arrivent plus à vivre dignement ? Comment applaudir un accord de comptes quand on voit ces milliers d'hommes et de femmes qui « *souffrent dans leur peau* » car ils n'ont plus un accès normal aux soins ? Après des années de sacrifice qui ont permis de passer d'un déficit budgétaire de 12 % à un léger excédent, comment ne pas compatir aux souffrances et à la colère du peuple grec ?

Mais comment ne pas comprendre aussi les Allemands qui n'ont pas « *envie de payer* » ? Car les Allemands ont déjà beaucoup payé. Ils ont payé la réunification : quand le Mur de Berlin est tombé, tous les dirigeants européens ont manifesté leur joie immense et leur soutien sans faille... mais l'Allemagne s'est retrouvée seule pour payer les conséquences d'une division imposée par les vainqueurs de 1945. Au milieu des années 2000, les Allemands ont payé aussi les réformes Hartz 4 qui visaient à relancer leur croissance dans une Europe paralysée par une gouvernance d'un autre âge. Et ce sont les Allemands qui ont payé plus du quart de l'aide déjà apportée à la Grèce...

Réunification et Hartz 4 : les Allemands ont donc déjà payé deux fois le

défait d'Europe. On comprend qu'ils n'aient plus envie de payer pour les Grecs. Et sommes-nous certains que Français, Espagnols et Belges sont beaucoup plus pressés de passer à nouveau à la caisse ?

Nous sommes tous des Grecs allemands. Nous avons tous envie d'être solidaires mais pas envie de payer. Comment sortir de cette schizophrénie ? En expliquant aux citoyens que la comptabilité des Etats n'est pas la comptabilité d'une famille et en construisant très vite une Nouvelle Europe.

En 1953, quand la dette de l'Allemagne a été rééchelonnée, l'ensemble des créanciers ont accepté d'effacer 62 % des sommes dues. L'Allemagne a aussi bénéficié d'un moratoire de 5 ans sur le paiement des intérêts et d'une période de 30 ans pour le remboursement, étant entendu que les remboursements pouvaient être interrompus s'ils représentaient plus de 5 % des recettes d'exportations. Et personne n'a demandé à l'Allemagne de quitter l'Europe naissante. Et aucun contribuable français ou italien n'a vu ses impôts augmenter pour cette raison ! Pourquoi ce qui était possible en 1953 pour l'Allemagne ne serait-il pas possible en 2015 pour la Grèce ?

La France a un déficit de 3,8 % du PIB et la Commission européenne a décidé de suspendre la procédure de sanction contre Paris. Certes, compte tenu de sa dette, la Grèce doit tendre vers un solde primaire positif mais pourquoi lui imposer d'arriver à un excédent de plus de 3 % ? Comment imposer un excédent de 3 % à la Grèce alors qu'on accepte un déficit de plus de 3 % pour d'autres Etats ?

On voit bien que le problème n'est pas seulement financier mais surtout politique : est-il encore possible qu'un peuple d'Europe choisisse une politique qui rompe avec les politiques néolibérales qui guident le monde depuis une trentaine d'années ?

Certes, la Grèce doit mettre en œuvre de vraies réformes. Nul ne le conteste. Il est urgent de moderniser l'Etat, lutter contre le clientélisme et la corruption, rendre le régime des retraites plus soutenable et mettre en place une vraie fiscalité. A priori, c'est ce que veut faire le nouveau gouvernement grec. Au lieu de provoquer le chaos politique et social dans son pays, laissons-lui un an ou deux pour le faire et voyons comment nous pouvons l'aider.

L'Europe est à la croisée des chemins. Depuis 2008, on a donné énormément aux banques et les peuples continuent à

se serrer la ceinture. La vieille Europe est moribonde. Au-delà de quelques mesures d'urgence pour éviter le chaos en Grèce, il est urgent de construire une Nouvelle Europe en redémarrant avec un nombre plus restreint de pays, ceux qui partagent la même ambition sociale et démocratique. Une Europe qui lutte contre les paradis fiscaux et contre le dumping fiscal (savez-vous que le taux moyen d'impôt sur les bénéfices est tombé à 25 % en Europe contre 40 % aux USA ?).

Une Europe qui cesse de monter les peuples les uns contre les autres et alimente une caisse de solidarité par le fruit d'une « *Taxe Tobin* » (une coopération renforcée a été lancée par 11 pays en 2013 pour mettre en œuvre cette taxe sur les transactions financières ; si elle n'était pas bloquée par les lobbies bancaires, cette taxe rapporterait chaque année entre 50 et 80 milliards d'euros selon les chiffres de la Commission). Une Europe qui lutte contre les délocalisations avec un Traité de convergence sociale. Une Europe où les 1.200 milliards que la BCE a prévu de créer dans les prochains mois, sont utilisés pour financer l'économie réelle, et en particulier la transition énergétique, ce qui permettrait de relancer l'activité en France, en Allemagne comme en Grèce...

Une Europe aux compétences élargies mais dotée d'une diplomatie et d'une défense, qui se donne les moyens d'être une puissance de paix. Une Europe démocratique où le pouvoir n'est plus aux lobbies et à la technocratie mais où le vote des citoyens détermine, tous les 5 ans, les politiques mises en œuvre par un gouvernement responsable devant le parlement...

Depuis 1989, les dirigeants allemands – droite et gauche confondues – affirment régulièrement qu'il faut changer radicalement nos institutions et construire une Europe politique. Mais, chaque fois, les dirigeants français ont botté en touche. En mai 2012, François Hollande avait dit qu'il allait se battre pour changer l'Europe. Dans son allocu-

tion du 14 juillet 2015, il a dit qu'il fallait, « à terme », un gouvernement économique de la zone euro. A terme ??? Vu la gravité de la situation, il n'y a plus de temps à perdre.

Si l'Europe est une famille, il faut comme dans une famille être capable de se réconcilier et de reprendre le dialogue quand la fatigue et l'énerverment ont conduit au clash. Tous ceux qui ont suivi les négociations depuis 6 ans et depuis 6

mois peuvent dresser la liste des erreurs commises de part et d'autre.

Des milliers de Grecs se sentent aujourd'hui humiliés mais des milliers d'Allemands ont été humiliés aussi quand certains ont parlé des dettes nazies... Au lieu de ruminer ces humilia-

tions, au lieu de les graver dans des traités, il est urgent de compléter l'accord passé avec la Grèce par une restructuration de sa dette et de lancer une nouvelle négociation pour refonder l'Europe. Avec les citoyens. ■

(*) Michel Rocard, ancien Premier ministre français. Pierre Larrourou, porte-parole du parti français Nouvelle Donne. Philippe Maystadt, ancien ministre des Finances belge, président honoraire de la Banque européenne d'Investissement. Miguel Angel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères espagnol.